

Corée du Nord L'aide alimentaire contre les droits humains

Fabrice Weissman

2003

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Corée du Nord, L'aide alimentaire contre les droits humains¹

Fabrice Weissman

« Le régime nord-coréen affame son peuple » affirmait le 2 janvier 2003 le président américain, Georges W. Bush. En effet, depuis une dizaine d'année, le dernier bastion du Stalinisme de la planète, la République démocratique et populaire de Corée, est en proie à une crise alimentaire lancinante. Aux dires des réfugiés nord-coréens en Chine, la famine aurait fait plus de trois millions de morts entre 1995 et 1998. La faillite des réformes agricoles initiées par le « Grand Leader » Kim Il-Sung dans les années 1960 a conduit la Corée à l'asphyxie. Mécanisée à l'extrême, reposant sur un système d'irrigation électrifié et sur une forte consommation d'engrais chimique, l'agriculture nord-coréenne n'a pas résisté à la crise énergétique et industrielle provoquée par l'effondrement de l'URSS dont elle dépendait largement. En 1991, la suspension des approvisionnements en charbon et pétrole, fournis dans des conditions très avantageuse par le « grand frère soviétique », ébranle l'intégralité du secteur agricole. Les premières pénuries alimentaires font leur apparition au début des années 1990 et se transforment en l'espace de quelques années en famine.

Or, cette crise se déploie alors que la Corée du Nord bénéficie du plus gros programme d'assistance alimentaire de l'histoire des Nations unies. En 1995, les autorités de Pyongyang ont lancé un appel sans précédent à l'aide internationale, officiellement justifié par les inondations ayant frappé la même année les régions productrices de riz. Depuis, la Corée du Nord reçoit chaque année plus d'un million de tonnes de secours alimentaires. Pour le Programme alimentaire mondial des Nations unies, les opérations d'assistance sont « une réussite totale ». Cependant, les Nord-Coréens qui risquent leur vie en franchissant la frontière sino-coréenne pour mendier de quoi nourrir leur famille, disent n'avoir jamais bénéficié des secours internationaux. Certains en ont entendu parler, d'autres ont vu des aliments en vente au marché noir, mais aucun, pas même les enfants, n'ont reçu plus que quelques kilos de maïs distribués à l'occasion de dates symboliques, comme l'anniversaire du « cher leader » Kim Jong-il. De fait, l'intégralité de l'aide alimentaire est remise au gouvernement chargé d'en assurer la distribution. Or celui-ci classe ses concitoyens en fonction de leur « utilité » et de leur « loyauté ». Kim Jong-Il a officiellement déclaré en avril 1996 que seul 30% de la population avait besoin de survivre pour reconstruire une « société victorieuse ». Dans ces conditions, les classes « hostiles » à l'Etat – les plus frappées par la famine – n'ont pas accès à l'aide alimentaire qui leur est destinée.

Ainsi, l'assistance « humanitaire » renforce l'un des régimes les plus oppressifs de la planète (qui parque 150.000 à 200.000 de ses concitoyens dans de sinistres goulags) sans pour autant nourrir les victimes de la famine. Les bailleurs de fonds ne sont pas dupes. Si le président Georges W. Bush soutient que Kim Jong-il « affame son peuple », il n'entend pas pour autant réduire l'aide alimentaire fournie à Pyongyang, ni surtout imposer aux autorités de laisser les organisations humanitaires porter secours aux affamés – comme Hoover l'avait exigé de Staline lors de la famine ukrainienne des années 1920. Aux yeux des principaux bailleurs (USA, Japon, Corée du Sud), ce n'est pas la famine en tant que telle qui pose problème, mais les conséquences qu'elle pourrait avoir sur la stabilité de la région. La crise alimentaire pourrait provoquer une déstabilisation imprévisible du régime, impliquant un afflux massif de réfugiés vers la Chine et la Corée du Sud, voire une réaction brutale d'une armée nerveuse qu'on suppose dotée d'armes de

¹ Article paru dans la revue d'Amnesty International et largement inspiré du travail de Fiona Terry

destruction massive. Pour limiter un tel risque, les Etats-Unis et leurs alliés régionaux ont fait le choix d'une stratégie « d'atterrissage en douceur » (*soft landing*). L'octroi d'une aide alimentaire généreuse s'inscrit dans ce cadre. Elle participe du savant dosage de clémence et de fermeté, censé maintenir à flot le régime tout en l'incitant à abandonner son comportement belliqueux et à initier une libéralisation de son système politique et économique.

Que cette stratégie soit avisée ou non, elle conduit au sacrifice des millions de Nord-Coréens victimes de la famine. L'utilisation des secours « humanitaires » à des fins politiques – et contre les populations auxquelles ils s'adressent – n'est pas une spécificité de la Corée du Nord. Au Sud-Soudan ou en Ethiopie, l'aide alimentaire d'urgence est également un instrument de politique étrangère. Outre que ce dévoiement de l'humanitaire conduit au renforcement de systèmes oppressifs, coupables de multiples violations des droits humains, il prive des centaines de milliers d'affamés de l'aide vitale mobilisée en leur faveur.